

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'écologie, du  
développement durable et de l'énergie

**Décret n°** **du**

NOR : [...]

portant dispositions statutaires relatives au corps des assistants d'administration de l'aviation  
civile

**Le Premier ministre,**

Sur le rapport de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et de la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 94-1016 du 18 novembre 1994 modifié fixant les dispositions communes applicables à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B ;

Vu le décret n° 94-1017 du 18 novembre 1994 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues ;

Vu le décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 modifié portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-302 du 19 mars 2010 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues relevant du décret n° 2009-1388 du 11 novembre 2009 portant dispositions statutaires communes à divers corps de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'avis du comité technique ministériel du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie en date du ..../... ;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

## **Décrète :**

### **CHAPITRE I<sup>ER</sup>**

#### **DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

##### **Article 1er**

La mention : « assistants d'administration de l'aviation civile » est inscrite en annexe aux décrets du 11 novembre 2009 et du 19 mars 2010 susvisés.

##### **Article 2**

Le corps des assistants d'administration de l'aviation civile comprend trois grades ainsi dénommés :

- 1° Assistant d'administration de l'aviation civile de classe normale ;
- 2° Assistant d'administration de l'aviation civile de classe supérieure ;
- 3° Assistant d'administration de l'aviation civile de classe exceptionnelle.

Ces grades sont respectivement assimilés aux premier, deuxième et troisième grades mentionnés par le décret du 11 novembre 2009 susvisé.

##### **Article 3**

Outre les tâches administratives définies au I de l'article 3 du décret du 19 mars 2010 susvisé, les assistants d'administration de l'aviation civile participent notamment à l'exercice de la tutelle économique et financière des compagnies aériennes et des gestionnaires d'aérodromes, à la mise en œuvre et au contrôle d'application de la réglementation spécifique au transport aérien, à l'aviation générale et au personnel navigant.

##### **Article 4**

Les assistants d'administration de l'aviation civile sont recrutés, nommés et gérés par le ministre chargé de l'aviation civile. Ils exercent leurs missions en administration centrale, dans les services à compétence nationale, dans les services déconcentrés de la direction générale de l'aviation civile et au sein du bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile. Ils peuvent également être affectés à l'école nationale de l'aviation civile, ainsi que dans l'établissement public Météo-France.

### **CHAPITRE II**

#### **RECRUTEMENT**

##### **Article 5**

I.- Les recrutements au choix dans le grade d'assistant d'administration de l'aviation civile de classe normale interviennent :

1° Après inscription sur une liste d'aptitude établie après avis de la commission administrative paritaire compétente.

Peuvent être inscrits sur la liste d'aptitude les adjoints d'administration de l'aviation civile justifiant, au 31 décembre de l'année de leur nomination, d'au moins neuf années de services publics.

2° Par voie d'un examen professionnel ouvert aux adjoints d'administration de l'aviation civile justifiant, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année au titre de laquelle est organisé l'examen, d'au moins sept années de services publics.

II.- Le nombre de places offertes par la voie de la liste d'aptitude et par la voie de l'examen professionnel est fixé par arrêté du ministre chargé de l'aviation civile.

Le nombre de places offertes par la voie de l'examen professionnel ne peut représenter une proportion supérieure à 85%.

III.- Lorsque le nombre de candidats inscrits sur la liste d'aptitude est inférieur au nombre de places offertes à ce titre, le nombre de places offertes au titre de l'examen professionnel peut être augmenté à due concurrence.

Inversement, lorsque le nombre de candidats reçus à l'examen professionnel est inférieur au nombre de places offertes à ce titre, le nombre de candidats inscrits sur la liste d'aptitude peut être augmenté à due concurrence.

### CHAPITRE III

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

##### **Article 6**

I.- A l'annexe I du décret n° 94-1016 du 18 novembre 1994 susvisé, la mention « assistants d'administration de l'aviation civile » est supprimée.

II.- Le décret n°94-1017 du 18 novembre 1994 susvisé est ainsi modifié :

1° Au 3 de l'article 1<sup>er</sup> les mots « assistants d'administration de l'aviation civile » sont supprimés ;

2° Dans le tableau figurant à l'article 3, les mots «Assistant d'administration de l'aviation civile», «Assistant d'administration de l'aviation civile de classe normale», «Assistant d'administration de l'aviation civile de classe supérieure » et «Assistant d'administration de l'aviation civile de classe exceptionnelle » sont supprimés.

III. Le décret n° 98-850 du 16 septembre 1998 modifié relatif aux missions et au recrutement du corps des assistants d'administration de l'aviation civile est abrogé.

## Article 7

La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et du commerce extérieur, chargé du budget et le ministre délégué auprès de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, chargé des transports et de l'économie maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait, le

Par le Premier ministre :

La ministre de l'écologie,  
du développement durable,  
et de l'énergie

NICOLE BRICQ

La ministre de la réforme de l'Etat, de la  
décentralisation et de la fonction publique

MARYLISE LEBRANCHU

Le ministre délégué auprès du  
ministre de l'économie, des finances  
et du commerce extérieur, chargé du  
budget

JEROME CAHUZAC

Le ministre délégué auprès la ministre de  
l'écologie, du développement durable et  
de l'énergie, chargé des transports et de  
l'économie maritime

FREDERIC CUVILLIER